

Plan régional de relance

La session extraordinaire du Conseil des ministres de la COI le 5 juin 2020 avait invité le Secrétariat général à élaborer un plan de relance régional sur la base, entre autres de huit axes. Un tableau de l'état de la situation par rapport à chacun des huit axes est jointe à la fiche.

Le Secrétariat général s'est rapproché de Cap Business océan Indien, la plateforme régionale du secteur privé, pour une concertation et collaboration dans la réflexion et la formulation du plan de relance ainsi que pour sa mise en œuvre.

Le Secrétariat général a aussi recherché le soutien de l'Agence française de développement (AFD) qui a donné son accord pour un accompagnement au travers d'une expertise externe rapidement mobilisée pour l'élaboration d'un plan de relance. L'expertise externe permettra de faire une évaluation des risques et vulnérabilités de la région en croisant les dynamiques sociales, économiques et environnementales afin de mieux comprendre les interactions entre ces trois champs.

Après avoir réalisé ce diagnostic, des propositions seront formulées pour que la relance soit l'occasion de faire évoluer les modèles de développement de façon à intégrer les enjeux de soutenabilité et améliorer la capacité de résilience de la région face aux crises qu'elles soient sanitaires ou environnementales, en consolidant notamment le dialogue public/privé au niveau régional permettant de soutenir une prise de décision mieux informée. Concrètement, l'expertise externe vise les activités suivantes :

- 1) Cartographie des vulnérabilités et forces des pays au niveau social, économique et environnemental, avec un focus sur des secteurs prioritaires (tourisme, énergie, économie bleue, construction & bâtiment, connectivité, agro-alimentaire)
- 2) Identification des nouvelles opportunités économiques plus inclusives et résilientes au niveau régional sur la base de la documentation existante et des consultations auprès des parties prenantes nationales et régionales et analyse de la capacité des acteurs nationaux et régionaux à réaliser cet accompagnement et à se tourner vers ces nouvelles opportunités ;
- 3) Proposition d'outils d'aide à la décision et à la prévision ainsi qu'une méthode et la mise en forme d'une plateforme de dialogue régional évolutive permettant aux parties prenantes des secteurs publics et privés et à la société civile de chaque secteur prioritaire d'échanger et de s'engager sur un plan d'actions pour un modèle de développement plus résilient et inclusif ;
- 4) Mise à disposition d'informations clés synthétisées et communiquées aux acteurs de la coopération régionale, des décideurs publics et privés ainsi qu'au grand public.

Il est prévu que l'expertise démarrera incessamment et le Plan serait disponible vers le mois de juillet.

En parallèle, le Secrétariat général et Cap Business OI collaborent avec l'AFD pour la formulation d'un projet pour soutenir un projet dans ce contexte.

Enfin, il faut noter que ce plan de relance verte, inclusive et résiliente régionale devra intégrer les autres actions et projets de la COI, en particulier ceux dans le cadre du PAREB, dont plusieurs initiatives importantes sont en cours.

Proposition de décision

Le Comité des OPL recommande au Conseil des ministres l'adoption des points de décision suivants :

Le Conseil :

- a) prend bonne note des actions entreprises par le Secrétariat général et de la collaboration avec Cap Business océan Indien dans ce sens ;**
- b) demande au Secrétariat général d'assurer l'implication des parties prenantes concernées ainsi que la complétion des travaux de l'expertise externe et la formulation d'un projet en faveur de la relance régionale ;**
- c) remercie l'AFD pour son soutien aux actions en faveur de la relance socio-économique régionale à travers le Secrétariat général et Cap Business OI.**

Annexe

Etat de situation des huit axes susceptibles de contribuer à l'élaboration d'un plan régional de relance socio-économique demandé par le Conseil de la COI le 5 juin 2020 :

	Axe susceptible de soutenir la relance régionale socio-économique	Etat de situation
1	Enquête de séroprévalence régulière sur la population de l'infection du Covid-19 au sein de la population pour orienter chaque Etat sur le post-confinement, contribuer à adapter au mieux les moyens préventifs & thérapeutiques pour la population, contribuer à rassurer les divers acteurs économiques dans le temps et contribuer ainsi à relancer l'activité économique du pays.	Reste toujours pertinent, mais ne peut être initié par manque de moyen.
2	Etude d'impact socio-économique de la pandémie de COVID-19 dans les pays, incluant les secteurs productifs les plus importants et ayant une dimension régionale. Une attention pourrait être donnée aux différents groupes vulnérables, en tenant compte de l'égalité des genres, des systèmes de protection sociale contributifs en particulier pour les travailleurs informels qui peuvent être développées pour renforcer la résilience financière des foyers à l'avenir.	En cours d'initiation avec l'aide de Cap Business OI et financement de l'AFD
3	Une mobilisation régionale incluant l'identification d'actions de coopération régionale pour une relance verte, inclusive et résiliente de certains secteurs économiques communs aux pays membres. Parmi les actions envisageables : réactivation du Comité des départements d'aviation civile des pays COI pour une coordination et harmonisation de la relance de l'industrie du transport régional, renforcement et actions concertées avec Cap Business océan Indien sur la base des besoins émanant des acteurs économiques, ou encore achat groupé de certains besoins stratégique des pays, tel que de médicaments.	Etude en cours d'initiation avec l'aide de Cap Business OI et financement de l'AFD Réactivation du Comité des départements d'aviation civile des pays COI est en cours
4	Coopération avec la CNUCED pour une mobilisation régionale et internationale pour accéder à des financements pour soutenir la relance économique, l'annulation de la dette ou encore accès à de prêts à des taux préférentiels.	Une 1 ^e réflexion en cours avec la participation d'une experte seychelloise, ancien cadre de la CNUCED.
5	Collaboration renforcée avec des agences des Nations unies (OMS, UNICEF, PNUD, IOM, etc) pour une coordination régionale sur la riposte anti-Covid,	Discussions avec la coordinatrice des Nations Unies en cours. Riposte

	mesure de résilience contre les impacts sociaux et plan de relance économique.	nationale entreprise, mais pas régionale.
6	Coopération avec la SADC et COMESA et en partenariat avec l'OIM et le BIT pour une évaluation de l'impact du Covid19 sur la migration transfrontalière et le commerce régional, la réouverture des frontières en toute sécurité.	En cours dans le cadre du projet 'Migration' qui a été adapté pour prendre en compte la pandémie du Covid-19
7	Travailler avec les partenaires au développement pour adapter les projets en cours pour une réponse ciblée et créative axés sur les résultats	Les objectifs et résultats des projets concernés sont déjà fixés
8	Soutien aux filières pêches et à la gouvernance du secteur au niveau régional à travers les projets SWIOFISH 1 et 2 financés par la Banque mondiale et ECOFISH financé par l'UE.	Les objectifs et résultats des projets concernés sont déjà fixés